

SIXIÈME PARTIE

**HAYEK
OU
L'ECONOMIE POLITIQUE
DE LA LIBERTE**

« Dites-nous, monsieur le ministre, comment se fait-il que, dans vos cours de faculté, vous ne nous ayez jamais parlé d'Hayek ? » Réponse embarrassée de l'ancien ministre (belge) : « Je croyais que c'était une vieille barbe ! »

Une vieille barbe, peut-être — Friedrich August von Hayek est né à Vienne le 8 mai 1899, ce qui lui fait quatre-vingt-un ans —. Mais une barbe qui refleurit. Il y a six ans, rares étaient ceux qui se souvenaient de l'existence de ce savant à qui l'on venait de remettre le prix Nobel d'économie (en partage avec le Suédois Gunnar Myrdal). Aujourd'hui, la presse britannique présente Hayek comme le principal inspirateur doctrinal des conservateurs et de leur retour au pouvoir. C'est en lisant son ouvrage le plus connu, *La Route de la Servitude*, alors qu'elle n'était encore qu'une jeune fille, que Mrs. Thatcher aurait, dit-on, découvert sa vocation politique. Et c'est à l'un des plus ardents propagateurs des idées hayékiennes en Grande-Bretagne, Sir Keith Joseph, que le Premier ministre a confié l'un des postes clefs de son cabinet.

Oublié pendant plus de trente ans par l'*establishment* de la pensée contemporaine (à l'exception d'une poignée de fidèles et d'amis regroupés au sein de la *Société du Mont Pèlerin*), refoulé par les manuels économiques dans le magasin des rebuts de la pensée pré-keynésienne, le professeur Hayek et ses idées retrouvent une nouvelle jeunesse. Notamment par la voie de certains économistes qui, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en France, mais aussi en Espagne ou en Italie, n'hésitent pas à reconnaître en lui l'un

des maîtres à penser de la nouvelle économie politique dont ils diffusent le message¹.

Alors que l'on déboulonne Marx, alors qu'un Bernard Henry Lévy et d'autres apprennent les vertus du droit naturel, et que le retour à l'économie libérale redevient un programme de gouvernement, il n'est pas inutile de redécouvrir la personnalité de celui qui fut, à trente ans, le rival de Keynes, et qui est aujourd'hui le dernier grand penseur libéral vivant.

Hayek vit actuellement à Fribourg-en-Brisgau, une petite ville à la propriété toute germanique, nichée au pied de la Forêt Noire. A vrai dire, c'est là que, bien que citoyen britannique depuis 1938, il réside plus qu'il ne vit : malgré un cœur qui s'essouffle, il passe plus de temps en voyage que dans le fauteuil de travail d'où le vieil alpiniste qu'il fut peut contempler les pentes boisées des monts voisins.

« Voyez-vous, explique-t-il de sa voix modeste, en tendant vers son interlocuteur la seule oreille valide qui lui reste (la gauche, alors que Marx, remarque-t-il, était sourd de l'oreille droite !), arrivé à soixante-dix ans, j'ai voulu décrocher ; mais cela n'a pas été bon pour ma santé ; alors je continue 2... »

1. Le renouveau d'intérêt de la presse anglo-saxonne pour le personnage d'Hayek et ses idées est à cet égard significatif. Le magazine américain *Forbes* a mis Hayek en couverture de son numéro du 1^{er} octobre 1979, avec un long article intitulé « Wave of the Past ? or Wave of the Future ? ». Sa plus récente biographie a été publiée dans *Across the Board* (décembre 1978), la revue du Conference Board américain. Son dernier ouvrage *Law, Legislation and Liberty* a été longuement analysé dans le magazine libertarien *Reason* (décembre 1979). *Newsweek* a publié une interview d'Hayek dans son numéro du 5 novembre 1979, cependant que le *New York Times* lui consacrait un long article intitulé « New Vogue for Critique of Keynes » (7 mai 1979). On trouve également des articles sur Hayek dans le *Times* (9 mai 1977 et 20 mai 1978). En 1974, le *Wall Street Journal* lui avait consacré un long éditorial, sous le titre « The Unknown Nobel Prizewinner ». En France, le seul article de fond qui lui ait été récemment consacré est celui de Jean-Dominique Lafay dans *Les Analyses de la SEDEIS* (janvier 1980). Dans son dernier livre, *L'Unité monétaire européenne, au profit de qui ?*, Pascal Salin s'inspire d'une analyse très hayékienne de la monnaie. Enfin, à l'initiative des professeurs Garcello, Aftalion et Gallais Hamonno, les Presses Universitaires de France s'appêtent à publier une traduction du dernier ouvrage d'Hayek (le premier tome paraissant à l'automne 1980).

2. Un certain nombre de citations qui figurent dans ce cha-

Une retraite particulièrement active : des conférences dans le monde entier, plusieurs séjours par an aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, une volumineuse réflexion sur les institutions sociales de l'Occident qui vient de s'achever par la publication du troisième volume de son ouvrage *Law, Legislation and Liberty*, un autre livre en cours rédigé sous forme de défi lancé à tous les apôtres du socialisme et de la social-démocratie contemporaine. A le voir, malgré un dos voûté qui dissimule à peine sa haute stature, on ne peut s'empêcher de penser que l'économique conserve.

Mais qui est donc le professeur Hayek ? Ses adversaires diront de lui qu'il est le dernier avocat vivant du libéralisme pur et dur du XIX^e siècle, un *paléo-libéral* selon Pierre Rosenvallon. Un journaliste français le décrit comme une sorte de *gourou* réactionnaire, héros de tous les gouvernements conservateurs du monde : « Un étrange individu³ ! ». Un ancien ministre de l'extrême gauche travailliste anglaise, Michael Foot, n'a pas hésité à parler de lui comme d'un *fou* (« *a mad Professor*⁴ »). En réalité, il y a deux Hayek. — Celui d'avant la guerre : un jeune et brillant économiste autrichien, nommé à vingt-huit ans directeur de l'Institut de recherches économiques de Vienne. Emigré quatre ans plus tard à la London School of Economics, il formule avant Keynes la première explication globale de la crise qui frappe alors les démocraties occidentales ; ce qui fait de lui l'économiste le plus connu de son époque, après Keynes. — Celui d'après la guerre : une sorte de Cassandre solitaire, boudé par ses collègues, pré-occupé moins d'économie *stricto sensu* que d'expliquer à ses contemporains que les philosophies dominantes de la société conduisent à la destruction même des valeurs de Liberté et de Démocratie qu'elles entendent pourtant promouvoir.

pitre proviennent d'un long entretien que j'ai eu l'occasion d'avoir avec le professeur Hayek en février 1979. D'autres sont tirées de ses différentes interviews publiées dans la presse anglaise et américaine, ou directement extraites de ses ouvrages, articles et contributions.

3. *Le Point*, n° 374, 19 novembre 1979, page 87.

4. *Daily Telegraph*, 14 septembre 1978.

L'École de Vienne

Rien ne prédestinait le jeune Hayek à devenir l'un des grands noms de l'économie politique. « Toute ma famille, rappelle-t-il, était plutôt orientée vers les sciences naturelles que vers les sciences sociales. » Son grand-père était un biologiste viennois connu, spécialisé dans la zoologie. Son père fit une carrière de professeur de botanique à l'Université de Vienne. Ses deux frères, également professeurs, enseignèrent, l'un l'anatomie à la faculté de médecine, l'autre la chimie à l'Université d'Innsbruck. Son seul lien avec les sciences sociales est constitué par son grand-père maternel, professeur de droit, un temps président de la commission centrale de statistiques de l'empire autrichien.

En 1916, Friedrich Hayek part pour le front italien.

« C'est là, raconte-t-il, qu'est né mon désir de comprendre comment fonctionne la société, parce que ce que je voyais me bouleversait. Il serait exagéré de dire que je nourrissais alors des idées vraiment socialistes ; mais, comme bien des jeunes de ma génération, je revenais de la guerre avec l'ambition de contribuer à faire évoluer la société vers un monde plus juste et meilleur. »

Blessé, rentré dans son foyer, il reprend ses études et obtient à l'Université de Vienne ses diplômes de droit (1921) et de science politique (1923), tout en flirtant un peu avec la psychologie.

Vienne est alors une ville agitée par les remous politiques et économiques de la défaite et du démantèlement de l'empire austro-hongrois. L'Université est un fief dominé par l'idéologie prussienne qui marque alors la pensée économique et sociologique allemande, et contribue déjà à créer un terrain favorable à l'essor ultérieur des doctrines nationales socialistes. Mais Vienne est aussi la ville qui abrite Carl Menger (1840-1921), l'un des découvreurs des fondements de la théorie économique dite *néo-classique*, fondateur, avec ses deux disciples Eugen Böhm Bawerk (1851-1914) et Friedrich von Wieser (1851-1926) de l'École de Vienne d'économie politique.

Lorsque Hayek termine ses études, Böhm Bawerk, qui fut ministre des Finances de l'empereur François-

Joseph au début du siècle, est mort. Carl Menger s'éteint doucement, rongé par la déception. Les grandes heures de l'École libérale de Vienne sont passées. Cependant, la tradition méthodologique qu'ils ont initiée survit, d'une part, par l'enseignement de Wieser — le maître à penser du jeune Hayek, séduit par les sympathies fabiennes de son professeur — ; d'autre part, grâce à l'entêtement presque clandestin d'un fonctionnaire de la puissante chambre de commerce de Vienne, Ludwig von Mises (mort à New York en 1973, à l'âge respectable de 92 ans). Celui-ci est alors connu pour les séminaires informels qui se tiennent tous les quinze jours, en dehors de toute hiérarchie universitaire, dans son propre bureau. Vingt-cinq à trente fidèles, pendant près de dix ans, viennent y discuter librement de questions liées à l'économie, la sociologie, la philosophie des sciences sociales. Parmi ces fidèles, des noms qui feront leur chemin : Oskar Morgenstern (décédé il y a cinq ans), Paul Rosenstein Rodan, Gottfried Haberler, Fritz Machlup... et, parmi eux, Friedrich August von Hayek, à peine leur aîné de quelques années.

Cette période viennoise est déterminante⁵. A l'époque, von Mises recherche de jeunes diplômés pour travailler dans le cadre d'un organisme gouvernemental dont le rôle est d'étudier les problèmes économiques posés par l'application du Traité de Saint-Germain. Sur la recommandation de Wieser, il embauche Hayek. Au départ, il n'y a guère de sympathie entre les deux hommes. L'ultra-libéralisme de Mises s'accorde mal avec le penchant d'Hayek pour la pensée socialisante des Fabiens. Mais son extraordinaire dialectique scientifique a vite raison des émotions politiques de ce dernier. En 1922, von Mises

5. Pour se familiariser avec la pensée de l'École de Vienne, voir les plaquettes suivantes :

— Lawrence H. White, *Methodology of the Austrian School*, Center for Libertarian Studies, mars 1977 (200 Park Avenue South, suite 911, New York, NY 10003), 22 pages ;

— Murray Rothbard, *Individualism and the Philosophy of the Social Sciences*, Cato Institute, juin 1979 (1700 Montgomery Street, San Francisco). Préface du professeur Hayek. 67 pages ;

— ainsi que le livre édité par Edwin G. Dolan, *The Foundations of Modern Austrian Economics*, Institute for Contemporary Studies, 1976.

publie un ouvrage célèbre sur *Le Socialisme* qui rallie définitivement Hayek à la philosophie empirique et libérale qui forme le socle de l'École de Vienne.

Par ailleurs, Mises est l'auteur d'une *Théorie de la monnaie*, publiée en 1912, aujourd'hui oublié, mais qu'un certain nombre d'économistes américains sont en train de redécouvrir⁶. Il y développe une théorie originale des fluctuations économiques qui joue un rôle important dans la genèse de la pensée scientifique d'Hayek. Alors que les économistes anglais ou américains de l'époque — qui ne lisent à peu près pas un mot d'allemand, ce qui n'est pas sans importance pour comprendre l'histoire des théories économiques actuelles — considèrent qu'il suffit d'arriver à stabiliser le niveau général des prix pour trouver le secret de la prospérité perpétuelle, Mises explique qu'un tel objectif est inatteignable dans une économie monétaire moderne, en raison des perturbations permanentes que les mécanismes de la création monétaire introduisent dans le fonctionnement des marchés. Pour lui, la monnaie n'est jamais neutre. Le secret des fluctuations économiques ne peut nous être livré que par une étude de la façon dont la monnaie entre dans le système économique et s'y diffuse en affectant le jeu complexe des rouages qui lient les décisions des multiples agents⁷. C'est cette intuition fondamentale — aujourd'hui encore trop négligée, même par ceux qui appartiennent à l'École monétariste, comme Milton Friedman — qu'Hayek reprend dans son nouveau poste de directeur de l'Institut viennois de Recherches économiques (dont le vice-président est Mises), et qui va le mener à la notoriété au début des années 30.

Au milieu des années 20, Hayek fait un séjour aux Etats-Unis. De retour dans son pays, il publie, en allemand, plusieurs articles où il exprime son inquiétude quant aux perspectives de continuation de la merveilleuse phase d'expansion dans la stabilité des prix qui caractérise alors l'économie américaine, et

6. Cf. Gerald P. O'Driscoll, *Economics as a coordination problem*, Institute for Contemporary Studies, 1977.

7. Cf. *The Austrian Theory of the Trade Cycle and Other Essays* édité par le Center for Libertarian Studies, 1978. 45 pages.

qui crée aux Etats-Unis un dangereux sentiment d'euphorie (bien que moins longue, cette période de prospérité n'est pas sans présenter bien des analogies avec l'euphorie des années 1960). En février 1929, il se fait plus précis : reprenant une série d'arguments présentés dans son premier livre *Geldtheorie und Konjunkturtheorie* — qui sera traduit en anglais en 1933 par l'un de ses élèves, Nicholas Kaldor, sous le titre *Monetary Theory and the Trade Cycle*⁸ —, il ne craint pas d'annoncer une crise économique imminente. Quelques mois plus tard, le krach de Wall Street lui donne raison.

Malgré les barrières linguistiques, une telle clairvoyance n'est pas sans écho dans le monde anglo-saxon. Quelques Britanniques s'intéressent à cette école autrichienne dont ils ne savent pas grand-chose, mais dont les travaux sont si troublants en cette période d'interrogation sur l'origine des crises industrielles. C'est ainsi que Friedrich Hayek est invité, en 1931, par son jeune collègue anglais Lionel Robbins, à présenter une série de quatre conférences à la London School of Economics.

Il va y rester vingt ans, jusqu'en 1952, date de son départ pour l'Université de Chicago où il occupera un poste de professeur de sciences sociales et morales, avant de rentrer ensuite, en 1962, en Allemagne, à l'Université de Fribourg.

Commence alors une nouvelle phase de la vie d'Hayek, la plus excitante, celle qui, incontestablement, comme le montre le ton de sa voix, ou l'animation de son regard quand il en parle, représente la meilleure part de sa carrière. Il prendra la nationalité anglaise sept ans après son installation à Londres ; nationalité qui est toujours la sienne et celle de ses enfants, installés en Angleterre.

La théorie hayékienne des crises

Que dit Hayek à l'auditoire britannique réuni dans le poussiéreux auditorium d'Houghton Street ? Ceci : « Nous pouvons peut-être prévenir une crise en

8. New York, Augustus M. Kelley, réédition 1966.

contrôlant l'expansion économique à temps ; mais une fois la crise déclarée, nous ne pouvons rien faire pour en sortir avant son terme naturel. »

Alors que ses collègues anglais ou américains, formés à l'école d'Alfred Marshall, s'attachent surtout à étudier les relations fonctionnelles existant entre l'évolution du niveau général des prix et la production, ainsi qu'entre les grandes variables macro-économiques de nos comptabilités nationales modernes (investissement, épargne, emploi...), Hayek, lui, adopte une approche qui reste encore aujourd'hui à peine explorée : il se concentre sur les effets perturbateurs que l'inflation de crédit introduit, même en l'absence d'une hausse générale des prix, tout au long de la chaîne complexe des décisions micro-économiques dont dépend la distribution des ressources entre les différents stades successifs de la production.

« La crise, explique-t-il alors, n'est pas un accident, mais l'aboutissement d'un processus qui commence au moment même où naissent les racines du boom qui précède. »

Schématiquement, l'explication hayékienne des cycles est la suivante. Au départ de toute prospérité, il y a un événement (ou une série d'événements) qui relève les perspectives de profit de certaines industries : innovation technologique, abaissement de certaines barrières douanières ou géographiques, ouverture de nouveaux marchés... Les entreprises qui, les premières, intègrent ces changements dans leurs décisions, accroissent le nombre de leurs projets d'investissement, et demandent davantage de crédit pour les financer. Les banques répondent positivement en augmentant leur offre de crédit, mais elles le font à des conditions de crédit inférieures à ce que les taux d'intérêt devraient être si, l'information étant parfaite et instantanée, le marché était en mesure d'intégrer instantanément les informations concernant l'accroissement de la demande d'investissement.

Cet afflux de création monétaire à un taux d'intérêt inférieur à celui qui devrait résulter des nouvelles conditions d'équilibre entre la demande d'investissement et l'offre d'épargne a pour effet d'amorcer un mécanisme cumulatif d'expansion économique. Mais cette expansion est moins liée à un élargissement de

la demande réelle de biens de consommation finaux qu'au fait que l'argent bon marché modifie en leur faveur la rentabilité relative des industries dont l'activité est associée à la production de biens capitaux. En abaissant d'autant plus le coût relatif des investissements dont la durée d'amortissement est la plus longue, en augmentant également la rentabilité relative des techniques de production à fort *input* de capital, l'argent bon marché profite en effet surtout aux secteurs producteurs de biens d'équipement. Moyennant quoi, le processus d'expansion ne se diffuse pas de façon linéaire ni homogène. Les entreprises dont l'expansion est la plus favorisée sont celles qui se situent le plus en amont de la chaîne de production industrielle — biens de base, produits de la première transformation —, et qui bénéficient les premières des effets de diffusion du pouvoir d'achat de la nouvelle monnaie créée.

Cependant, les ressources ainsi investies dans les industries d'amont réapparaissent en aval sous forme de salaires générateurs d'une demande accrue de biens de consommation. Les prix de ces biens montent. Ce qui bouleverse à nouveau la structure des taux de rentabilité entre les différents secteurs industriels. Mais, cette fois-ci, en sens inverse de ce qui s'était précédemment passé. Les perspectives de profitabilité des secteurs les plus proches de la demande finale augmentent au détriment de celles des secteurs d'amont.

On découvre alors que nombre de projets ou d'investissements entrepris dans la phase précédente l'ont été en fonction d'anticipations de rentabilité qui ne se matérialiseront jamais : le nouvel essor des industries de consommation bouleversant la structure des coûts relatifs en fonction de laquelle avait été effectués les calculs. Des investissements que l'on croyait rentables s'avèrent complètement inutilisables. Des entreprises que l'on croyait financièrement prospères s'effondrent. Et les secteurs touchés sont évidemment ceux dont l'activité avait été la plus stimulée par la phase précédente du cycle : les industries d'équipement et de biens intermédiaires.

C'est à ce moment-là, explique Hayek, que commence la crise. Celle-ci n'est pas le fruit d'une quelconque dépression autonome de la demande, liée à

des modifications exogènes du comportement des agents économiques, mais la conséquence d'un processus de *dislocation* progressive du délicat système de prix relatifs qui, dans une économie complexe, assure la coordination des décisions aux divers stades successifs de l'activité industrielle. L'origine de cette dislocation est purement monétaire : la cause en est la divergence existant à un moment donné entre les taux d'intérêt pratiqués et le taux d'intérêt *naturel* de l'économie ; divergence dont l'effet est, pendant la période de boom, de provoquer ce que Murray Rothbard appelle — dans son étude sur la Grande Dépression américaine⁹ — *une épidémie générale de décisions de gestion erronées* (« a cluster of Business errors ») par rapport aux conditions réelles d'évolution de la demande finale. Lorsque les premiers signes d'accroissement du chômage et les premières faillites révèlent l'existence de ces erreurs, il est trop tard pour empêcher la liquidation inéluctable de ce qui a été *mal investi*, et cela quelles que soient les politiques économiques poursuivies. On ne peut que retarder l'échéance, mais au prix d'une aggravation du mal à soigner.

Pour Hayek, toute phase d'expansion industrielle débouche donc nécessairement sur une récession correctrice. Si celle que connaissent alors les pays occidentaux, notamment l'Angleterre, est si sévère, c'est simplement parce que, au cours des dix années qui ont précédé, les politiques économiques et monétaires pratiquées ont contribué à entretenir, par une création inconsidérée de crédit, les causes mêmes du processus de dislocation dont la crise est le dénouement inéluctable. Celle-ci est d'autant plus grave que l'inflation monétaire des années 20 a duré plus longtemps et a été plus importante que tout ce que l'on avait connu jusque-là.

« L'inflation de crédit, résume ainsi Hayek devant son auditoire britannique, crée dans le système monétaire une série de perturbations qui faussent les mécanismes de coordination du système des prix relatifs, et font que celui-ci transmet dans tout l'édifice industriel une série

9. Murray Rothbard, *America's great Depression*, Princeton, D. Van Nostrand Co, 1962. Réimprimé par l'Institute for Human Studies.

d'informations tronquées qui servent alors de base de décision erronée aux entrepreneurs dans leurs choix d'investissement et leurs stratégies de production. » C'est la révélation et la correction de ces erreurs qui enclenche le mécanisme de la récession. « L'augmentation du nombre des faillites et l'accroissement du chômage, conclut-il, ne sont que la contrepartie de ce phénomène d'information erronée. Ce qui fait qu'analytiquement, l'expansion monétaire et la récession (ou la crise qui s'ensuit) sont des événements que l'on ne peut pas séparer ni étudier séparément. »

La rivalité avec Keynes

Cette analyse des mécanismes de la crise déclenche immédiatement une vive polémique. Hayek débouche en effet sur des conclusions exactement opposées à celles que Keynes, quelques années plus tard, formalisera dans sa fameuse *Théorie générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie*. Par exemple, bien que ses idées ne se confondent pas avec celles des économistes orthodoxes qui préconisent la déflation comme moyen d'arrêter la crise en faisant remonter les prix (pour Hayek, la déflation ne peut qu'accroître encore davantage la dislocation du système de prix), il n'en conclut pas moins que chercher à remédier à la dépression en augmentant la demande de biens de consommation ne peut avoir qu'un effet contraire à l'objectif recherché : prolonger la crise au lieu de l'abréger.

Lorsque le texte de ces conférences paraît sous le titre *Prices and Production* (ouvrage dont la traduction française date seulement de 1975, chez Calmann-Lévy), Keynes, qui vient de publier au même moment son *Treatise on Money*, réagit en qualifiant l'ouvrage d'Hayek « le plus horrible mélange que j'aie jamais lu ! ». L'un de ses disciples, Piero Sraffa, en fait une vive critique dans l'*Economic Journal*, la revue dont Keynes est, à Cambridge, le directeur scientifique. A quoi Hayek réplique en expliquant dans *Economica*, la revue publiée par la London School of Economics, que « la pensée de Keynes a pour principal défaut d'éliminer systématiquement la prise en compte des multiples interrelations de prix qui constituent le monde réel ».

Pendant quatre ans, de 1932 à 1936, la bataille fait rage. Critiques, réponses, contre-réponses se succèdent¹⁰. La London School of Economics épousa la cause de celui qu'elle vient d'embaucher à l'instigation de William Beveridge — lequel, paradoxalement, sera à la fin de la guerre le premier à transformer les idées keynésiennes en programme de gouvernement fondé sur la notion de politique de plein-emploi. Son plus éminent représentant de l'époque, Lionel Robbins, écrit une histoire de la Grande Crise qui s'inspire directement des théories d'Hayek et qui est aujourd'hui complètement oublié, alors qu'il s'agit incontestablement du meilleur ouvrage consacré à l'étude de cette période troublée. Dans le camp d'en face, toute l'École de Cambridge serre les coudes autour de Keynes. La polémique atteint même les États-Unis. Dans le *Journal of Political Economy*, édité par l'Université de Chicago, paraît un article qui compare les deux rivaux et tranche en faveur d'Hayek, cependant que le Keynes américain, Alvin Hansen, qui enseigne dans l'autre Cambridge (Massachusetts), défend les positions keynésiennes.

« La violence des attaques qui furent alors portées contre moi, se rappelle Hayek, était incroyable. Grâce à quoi, je ne crains pas de dire que j'étais sans doute à l'époque l'économiste mondialement le plus connu après Keynes. »

En 1936, Keynes publie sa *Théorie générale*. On propose à Hayek d'en faire une critique dans les colonnes d'*Economica*. Mais Hayek a gardé un mauvais souvenir de la mésaventure qui lui est arrivée quatre ans plus tôt. Après avoir consacré beaucoup de travail à réfuter le schéma théorique développé par Keynes dans son *Traité sur la Monnaie*, celui-ci lui avait avoué qu'il avait depuis lors changé d'avis, et qu'il ne croyait plus à ce qu'il disait dans cet ouvrage. Tant de travail pour rien... Hayek n'est guère chaud

10. Sur le débat Keynes-Hayek, voir *A Tiger by the Tail*, édité par l'Institute for Economic Affairs, 1972, avec une introduction de Sudha Shenoy, et une postface d'Hayek.

Voir aussi le recueil de conférences publié par le Cato Institute dans sa plaquette *Unemployment and Monetary Theory: Government as a Generator of the Business Cycle*, Cato Paper n° 3.

pour recommencer une seconde expérience du même genre. Et si Keynes changeait à nouveau d'avis ? Résultat : Hayek refuse de faire la critique de la *Théorie générale*, bien qu'il soit en désaccord total avec le cadre analytique de celle-ci.

Funeste décision. « Ce fut, soupire-t-il, la plus grave erreur de ma vie ! » Le succès des idées keynésiennes est, en effet, tel qu'en peu de temps Hayek n'est plus qu'un *has been*, un homme oublié, marginalisé par le nouveau courant d'idées qui, en quelques années, submerge l'univers de la pensée économique. Telle une étoile filante, Hayek disparaît de l'horizon ; aussi soudainement qu'il s'était fait connaître, alors même qu'il atteint à peine la quarantaine. Il continue de publier, raffinant ses théories précédentes dans une série d'ouvrages et de publications qui paraissent à la fin des années 30, *Profits, Interest and Investment* en 1939 (Augustus M. Kelley, New York, réédition 1970), *The Pure Theory of Capital* en 1941 (Chicago University Press). Mais le charme est rompu. Le monde n'a d'yeux que pour Keynes et ses disciples. La théorie autrichienne des cycles sombre dans l'oubli au point qu'elle est encore aujourd'hui systématiquement ignorée de tous les manuels.

« Mes idées, conclut philosophiquement Hayek, pouvaient difficilement être acceptées tant par les hommes politiques que par leurs conseillers puisqu'elles conduisaient à dénoncer le caractère pernicieux de toute politique de *management* monétaire ou budgétaire. A l'inverse, les théories de Keynes avaient pour principal attrait de promettre un nouvel âge d'or dont l'artisan serait l'économiste. »

Entre Keynes et Hayek, la profession à laquelle ils appartenaient ne pouvait arbitrer autrement qu'en faveur du premier et au détriment du second.

Quarante ans plus tard, Hayek n'a pas changé d'idées, ni sur l'origine des crises économiques, ni sur l'opinion qu'il nourrit à l'égard de la théorie keynésienne.

« Ma première rencontre avec Keynes, se souvient-il, date de 1928. Par la suite, j'ai eu souvent l'occasion de le revoir ou de correspondre avec lui ; notamment pendant la guerre, période pendant laquelle la London School of Economics émigra à Cambridge pour échapper aux bombardements nazis. »

« Avoir connu Keynes, raconte-t-il, est un souvenir qui marque une vie. Il exerçait un réel magnétisme sur tous ceux qui l'entouraient. Sa vaste culture littéraire, artistique, scientifique, la puissance de sa conversation, la diversité de ses centres d'intérêt, font que même s'il n'avait jamais rien écrit sur l'économie, je m'en serais toujours souvenu comme d'un très grand homme. Mais, conclut-t-il, cela n'empêche pas que c'était... un piètre économiste ! »

Et Hayek ne mâche pas ses mots.

« Ses bases théoriques étaient plutôt étroites. Avant de développer ses propres théories, sa culture économique se réduisait surtout aux formes élémentaires d'économie marshallienne. Il n'était guère familier avec les travaux de Walras, de Pareto, des économistes autrichiens ou suédois dont il n'avait fait qu'une lecture superficielle. Je doute qu'il ait jamais eu une connaissance élaborée de la théorie des échanges internationaux, ni qu'il ait réellement eu une théorie du capital pleinement développée. Vu le peu de temps et d'énergie qu'il consacrait à l'économie, continue Hayek, je m'étonne toujours qu'il ait laissé une aussi profonde empreinte sur toute la pensée contemporaine. Sa *Théorie générale* n'a de général que le titre ; Keynes n'a fait que donner aux gens de son époque ce que ceux-ci attendaient de lui ¹¹. »

Propos d'amertume ? Revanche d'un homme pour qui les événements de l'avant-guerre constituèrent un drame personnel assez unique dans les annales de la pensée scientifique ? A l'écouter, la vérité paraît plus simple : Hayek, quarante ans après, reste convaincu que le développement des théories macro-économiques constitue davantage un retour à la préhistoire de la pensée économique que le grand bond en avant dans la connaissance que tous les livres nous dépeignent complaisamment.

« Il est vrai, reconnaît-il en reprenant l'un des thèmes qui constituèrent son discours de réception du prix Nobel en 1974 ¹², que l'approche macro-économique moderne, parce qu'elle est plus amène à la mesure quantitative, paraît plus scientifique que l'ancienne tradition micro-économique cultivée par l'école autrichienne. Mais,

11. Cf. Hayek, « Personal Recollections of Keynes », dans *A Tiger by the Tail*.

12. « The Pretence of Knowledge », reproduit dans *New Studies in Philosophy, Politics and the History of Ideas*, The University of Chicago Press, 1978.

ajoute-t-il, ces progrès obtenus dans la pseudo-exactitude des chiffres n'ont été acquis qu'au prix de l'oubli de concepts méthodologiques fondamentaux que les événements se chargeront de nous faire redécouvrir à travers des turpitudes coûteuses dont nous aurions pu faire l'économie. »

Lorsqu'on lui fait remarquer qu'après tout, depuis la guerre, les recettes de Keynes ont permis à la société occidentale d'éliminer les cycles qui étaient la plaie du capitalisme, et qu'il est aujourd'hui exclu de voir réapparaître des fluctuations d'ampleurs comparables à celles que l'on connaissait autrefois, Hayek répond en nous mettant en garde contre une répétition des illusions qui, dans les années 20, furent précisément responsables de la gravité de la dépression. Pour lui, ce n'est pas parce que les techniques modernes de régulation conjoncturelle ont réussi pendant plus d'un quart de siècle à assurer à l'Occident un haut niveau d'emploi, qu'il faut en déduire que les processus décrits dans sa théorie des crises ne concernent plus le monde contemporain. Bien au contraire.

A ses yeux, comme aux yeux de certains de ses jeunes disciples — tels Sudha Shenoy et Gerald O'Driscoll qui viennent de montrer comment l'approche hayékienne permet de rendre compte de ce phénomène déroutant qu'on appelle la *stagflation*¹³ —, les troubles que connaissent nos économies ne sont qu'une nouvelle illustration des effets de dislocation que nourrit toute période prolongée de prospérité rapide fondée sur la création monétaire. L'avant-propos qu'il a spécialement rédigé en 1975 pour l'édition française de *Prix et Production* est à cet égard particulièrement éloquent.

« Je n'ai jamais nié, y explique-t-il en substance, que les politiques keynésiennes de stimulation monétaire ou budgétaire de la demande globale puissent être efficaces au niveau de l'emploi et de l'activité ; ni qu'il soit parfois nécessaire, lorsque les conditions politiques l'exigent, de

13. Voir Gerald P. O'Driscoll et Sudha Shenoy, « Inflation, Recession and Stagflation » dans *The Foundations of Modern Austrian Economics*.

Cf. aussi le chapitre du livre de Murray Rothbard, *For a New Liberty*.

recourir à ces méthodes de desperado ; mais je reste convaincu que les créations d'emplois acquises par de telles techniques sont intrinsèquement instables, et ne permettent pas de garantir le maintien durable d'un haut niveau d'emploi. »

Autrement dit, quoique nous fassions, il nous faut abandonner, pendant au moins un certain temps, l'idée de revenir à une société de plein-emploi durable. Allant plus loin que jamais dans l'élimination des freins institutionnels qui, autrefois, imposaient une limite au déroulement des processus inflationnistes, nous avons assuré à l'Occident une période de prospérité infiniment plus longue que toutes celles que le monde avait connues. Mais, les mêmes causes produisant les mêmes effets, nous avons placé sous nos pieds une véritable bombe à retardement. L'effondrement du système est désormais inévitable ; en raison même des mécanismes d'affectation erronée des facteurs de production que suscite toute phase prolongée d'expansion monétaire.

« Je ne crains pas de dire que je suis très pessimiste. Ce dont j'ai peur, explique Hayek, c'est que l'incapacité politique à juguler l'inflation nous conduise à recourir aux techniques brutales du contrôle des prix ; techniques qui empêcheront peut-être les prix de monter, mais qui aggraveront au centuple les dislocations qui nourrissent la crise. Moyennant quoi, j'ai bien peur que nous ne passions pas les vingt ans qui viennent sans connaître une véritable catastrophe ¹⁴. »

L'avertissement est clair. Il est inquiétant. Probablement un peu trop fataliste. Mais, conclut Hayek, « c'était avant qu'il fallait s'en préoccuper ».

Pourquoi la liberté ?

Pour Hayek, les années 30 s'achèvent donc sur un échec. Même ses plus fidèles compagnons cèdent à leur tour au conformisme keynésien. Délaissant alors l'analyse économique proprement dite, il élargit ses recherches à des domaines aussi divers que l'anthro-

14. Propos reproduits dans les interviews de *Newsweek* et du *New York Times*.

pologie, la philosophie sociale, l'histoire des idées politiques, la théorie de la décision... Ami de Ludwig von Bertalanffy — un autre Viennois d'origine, inventeur de la Théorie générale des Systèmes —, il publie même un traité de psychologie théorique, *The Sensory Order* (University of Chicago Press, réédition 1963), dans lequel on trouve tous les ingrédients de la cybernétique des processus cognitifs qui, depuis, a fait le succès de savants comme Henri Piaget et Herbert Simon, le prix Nobel d'économie. Une nouvelle carrière commence, dominée par une longue réflexion de plus de trente années sur les fondements scientifiques et philosophiques de nos institutions sociales.

Alors que les démocraties alliées combattent les hordes nazies, mais succombent elles-mêmes aux tentations de l'économie *administrée*, une question obsède en effet l'homme mûr qu'est devenu Hayek : Comment en est-on arrivé là ? Comment expliquer qu'une civilisation fondée sur les idées de liberté et de démocratie débouche en plein xx^e siècle sur la multiplication d'idéologies et de systèmes de pensée si contraires aux valeurs qui lui servent de socle.

Selon certaines « nouvelles philosophies » de la fin des années 70, de droite (Claude Pollin, Alain de Benoist) ou de gauche (Pierre Rosanvallon, Jean-Pierre Dupuy, *l'Illich* français), c'est dans la modernité et le rationalisme classique, nous dit-on, que se trouveraient les sources du totalitarisme moderne.

Dans cette optique, « l'utopie économique libérale du xviii^e siècle et l'utopie politique socialiste du xix^e, ne seraient que les deux faces distinctes d'une même représentation de la société, et Karl Marx l'héritier direct d'Adam Smith ¹⁵. »

Le totalitarisme et les goulags contemporains ne seraient que le point d'aboutissement de l'émergence de l'économie comme système explicatif unique des faits sociaux.

C'est, au contraire, par un retour aux origines de l'économie politique classique et du véritable *individualisme* libéral qu'Hayek entend trouver une réponse aux questions qu'il se pose. De par son appartenance

15. Pierre Rosanvallon, *Le Capitalisme utopique*, Le Seuil, 1979.

à l'École de Vienne, Hayek s'inscrit en effet dans le cadre d'une philosophie sociale qui se veut la continuation de la tradition anglo-saxonne classique représentée au XVIII^e siècle par John Locke, Bernard de Mandeville, David Hume, Josiah Tucker, Adam Ferguson, Edmund Burke et, bien sûr, Adam Smith. Ainsi que le résume Pierre Lemieux, un Canadien, auteur de la seule synthèse des idées hayékiennes jamais rédigée en français (dans un ouvrage sur la pensée *libertarienne*, à paraître), Hayek considère que les institutions humaines ne sortent jamais toutes faites de l'esprit de quelque génial législateur. Comme Carl Menger, il s'oppose à ce qu'il appelle le *constructivisme* continental, celui de Rousseau, des Encyclopédistes, des Physiocrates, de Condorcet et de leurs disciples modernes, auxquels il reproche un certain *cartésianisme naïf* qui, soutient-il, parce qu'il ne conçoit les institutions sociales que comme le résultat *intentionnel* de plans humains, conduit naturellement au socialisme.

Hayek dénonce l'anthropomorphisme préscientifique d'une telle vision. S'appuyant sur les enseignements les plus récents de l'anthropologie des sociétés, il rappelle que ce n'est pas par déduction logique que les hommes des premières sociétés ont acquis une maîtrise progressive de leur environnement, mais plutôt par l'emploi de règles coutumières et intuitives, fruits d'une expérience et non de l'application volontaire de leur intelligence. « *Les institutions, ne cesse-t-il de répéter dans une de ses phrases favorites, sont le produit de l'action des hommes et non de leurs desseins.* » A ses yeux, elles ne sont jamais que le fruit d'un processus *évolutionniste* d'essais et d'erreurs, par lequel les groupes humains sélectionnent peu à peu les règles collectives de comportement les plus aptes à promouvoir la coopération sociale de leurs membres (comme c'est le cas pour le langage).

Les institutions qui se révèlent inaptes à promouvoir la coopération sociale dans la poursuite des objectifs individuels, explique-t-il, disparaissent ; soit parce qu'elles sont abandonnées par les groupes où elles s'étaient développées, soit parce que ces groupes déclinent par rapport aux sociétés auxquelles les hasards de l'évolution ont donné des institutions plus efficaces.

La société ne résulte pas seulement de l'observation de lois conçues et appliquées en fonction de desseins déterminés — comme le décrivent les philosophies du *contrat social* —, mais aussi dans une très large mesure de l'observation de règles collectives de comportement auxquelles les hommes se soumettent pour des raisons inconnues d'eux et qui n'ont souvent rien à voir avec les raisons qui, à l'origine, ont motivé leur introduction (rôle des coutumes, des tabous, des idéologies...). Moyennant quoi, précise Hayek dans une série d'articles publiés pendant la guerre sous le titre *Scientism and the Study of Society*¹⁶ :

« Tel est précisément l'objectif des sciences humaines et sociales que de rechercher la signification de ces règles qui n'ont pas été établies délibérément par l'homme, mais dont le respect a permis de construire des ordres plus complexes que ceux que nous pouvons comprendre par simple observation. »

La question que se pose alors Hayek est la suivante : « Pourquoi la liberté ? » Nous vivons dans une civilisation fondée sur des idées de liberté. Mais la liberté est une idée relativement récente ; un concept, une innovation sociale qui, si elle remonte au monde grec de Socrate et de Périclès, n'a néanmoins pas plus de deux à trois siècles d'existence dans son acception moderne. Pourquoi la société occidentale a-t-elle *inventé* ces valeurs de liberté ? Quel rôle social, quelle utilité collective de type « transcendantal » celles-ci jouent-elles vis-à-vis de la société ?

Le problème, explique Hayek, n'est pas de se demander comment l'idée de liberté est venue à l'esprit humain (ce qui fait l'objet de tous les cours de philosophie morale), mais de comprendre pour quelles raisons, et par quels processus empiriques, le concept de liberté a progressivement émergé comme le fondement essentiel des structures sociales de l'Occident. Si la notion de liberté individuelle, poursuit-il, est devenue l'une des institutions fondamentales de la civilisation des pays occidentaux, c'est qu'elle répon-

16. Reproduits dans *The Counter-Revolution of Science*, New York, Free Press of Glencoe, 1955. Partiellement traduit en français par Raymond Barre, dans *Scientisme et Sciences sociales*, Plon, 1953.

dait, dans le monde qui lui a donné naissance, à une *rationalité* sociale qu'il faut identifier indépendamment de toutes les valeurs individuelles d'ordre subjectif qui lui sont rattachées. Si une *rationalité* collective n'existait pas, l'idée même de société de liberté n'aurait jamais pu se diffuser comme elle l'a fait.

La sociologie, la psychanalyse, l'anthropologie, la « nouvelle histoire » sont pleines de questions de ce genre. L'anthropologie historique, par exemple, nous montre comment nombre de tabous religieux, que les sociétés respectent tout en ayant oublié les origines, correspondent à des finalités sociales très précises (notamment des règles d'hygiène indispensables à la survie du groupe). Mais l'économie, en tant qu'économie politique et science des choix humains, rappelle Hayek, est aussi un instrument d'analyse et d'exploration scientifique des choix et comportements collectifs ; un instrument dont l'originalité, par rapport aux autres disciplines des sciences sociales, est de s'imposer comme règle qu'« une hypothèse visant à décrire un état social ne peut atteindre un statut scientifique que si elle part de la prise en compte de la multiplicité des interactions individuelles qui forment la base de tout ordre ou comportement collectif » (c'est la discipline dite de l'*individualisme méthodologique*, formalisée pour la première fois par Carl Menger dans ses ouvrages de 1871 et de 1883, et qui constitue le point de départ scientifique de l'École de Vienne).

C'est dans l'*économie de l'information* qu'Hayek trouve la réponse cherchée. Dès 1936, dans une adresse présentée au London Economic Club¹⁷, il montre comment c'est par rapport aux problèmes d'information qu'il faut rechercher les véritables attributs d'une économie de marché. On croit généralement que la raison d'être de l'économie de marché de type capitaliste est liée aux propriétés du modèle de la concurrence pure et parfaite. Hérésie intellectuelle totale, réplique Hayek. Les fondements de l'économie de marché n'ont rien à voir avec les modèles théoriques élaborés *a posteriori* par les économistes. Au contraire,

17. « Economics and Knowledge », reproduit dans *Individualism and Economic Order* (Routledge and Keagan Paul, Londres, 1949 ; nouvelle édition 1976).

ce qui justifie socialement l'économie de marché, c'est précisément que nous appartenons à un monde où, par définition, l'information est toujours imparfaite, incomplète et coûteuse à acquérir. Contrairement à tout ce qui s'écrit, c'est la prise en compte de l'imperfection de l'information qui sert de base à la compréhension des raisons d'être d'une économie de marché décentralisée. Le marché, explique Hayek, n'est pas seulement un lieu anonyme où s'échangent des biens et des services, ni un mécanisme statique de répartition des pénuries ; mais aussi, simultanément et de façon inséparable, un instrument dynamique de mobilisation, de production et de diffusion des informations et connaissances nécessaires à la régulation des sociétés complexes. Ce qui justifie le marché, c'est d'abord et avant tout qu'il s'agit d'un mécanisme créateur de messages qui jouent un rôle clef dans la chaîne des décisions et processus d'apprentissage qui mènent progressivement à la coordination des projets individuels ; coordination sans laquelle il ne peut y avoir de vie sociale équilibrée.

Mais, rapidement, Hayek va bien au-delà. C'est l'idée même de liberté qu'il ramène à une notion d'information. Si, sous la pression de la croissance démographique et des problèmes de régulation que posait le passage d'une organisation tribale à une société de plus en plus complexe, nos institutions se sont progressivement modelées sur un système d'éthique libérale, répond Hayek dans un de ses articles les plus célèbres publié aux Etats-Unis en 1945 (*The Use of Knowledge in Society*¹⁸), c'est pour une raison, en définitive, très simple :

« Parce que, dans une société où la masse des informations nécessaires à la coordination de la multiplicité des projets individuels dépasse tout ce que peut intégrer un cerveau individuel, la liberté laissée à chacun d'utiliser les informations dont il dispose sur son environnement pour poursuivre ses propres desseins, est le seul système qui permette d'assurer la mobilisation la plus optimale possible de l'ensemble des connaissances dispersées dans le corps social. »

Le progrès étant fonction des capacités de la société

18. Reproduit dans *Individualism and Economic Order*.

à assurer la meilleure mobilisation possible de l'information et des connaissances disponibles, à son tour, dans une société de plus en plus complexe, cette capacité de mobilisation dépend du degré de liberté laissé aux individus dans la recherche de l'accomplissement de leurs desseins.

Si la liberté, conclut Hayek, est devenue une morale politique, c'est par suite d'une sélection naturelle qui fait que la société a progressivement sélectionné le système de valeurs qui répondait le mieux aux contraintes de survie qui étaient alors celles du plus grand nombre.

Mais pour qu'il en soit ainsi, encore fallait-il que les agents économiques utilisent cette liberté à la poursuite d'intérêts individuels compatibles avec les contraintes ultimes de la société à laquelle ils appartenaient. Dans une société dominée par les contraintes de survie du plus grand nombre, la liberté donnée aux individus de poursuivre leurs propres fins ne pouvait se justifier que si quelque chose les incitait à adopter les comportements les plus favorables au progrès économique. Qu'est-ce qui a joué ce rôle ? Le profit, répond Hayek.

D'une réflexion empirique sur les origines du concept de liberté, Hayek est ainsi conduit à une réflexion parallèle sur le profit. Là encore, ce qu'il faut expliquer, ce n'est pas la finalité ou l'éthique personnelle du profit (l'appât du gain, la rémunération du risque, le signe social qui y est attaché...), mais sa rationalité collective ; c'est-à-dire pourquoi, indépendamment de tout jugement éthique, le profit est devenu l'une des institutions fondamentales de la société marchande contemporaine. Et là encore, c'est la prise en compte de *l'économie de l'information* qui donne la réponse. Hayek définit en effet ainsi le profit :

« Ce qui permet d'assurer la transmission à tous les individus de signaux leur permettant de tenir compte, dans leurs décisions personnelles, de certaines connaissances qu'ils ne possèdent pas, mais qui sont nécessaires pour rendre compatibles l'ensemble des plans individuels qui forment la trame de toute vie sociale. »

Progrès, liberté, marché et profit forment, aux yeux d'Hayek, un ensemble de concepts et d'institutions